

## Le mystère de la mobilisation de ressources

Les djihadistes du Sahel ont cherché des ressources de manière opportuniste – enlèvement, contrebande –, mais il reste à voir si l'exploitation minière de l'or change la donne.

Morten Bøås

Si la guerre asymétrique est l'une des stratégies privilégiées des mouvements insurgés, elle nécessite également la mobilisation de ressources. C'est ce mode de guerre que mènent les insurgés djihadistes au Sahel, qui ont fini par le dominer. C'est pourquoi, en dépit d'une attention internationale accrue, d'une multiplication des interventions militaires de la France et des Nations unies (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, MINUSMA), et d'importantes missions de soutien de l'Union européenne (Capacité civile de l'UE-Sahel et Mission de formation de l'UE au Mali, CIVCAP-Sahel et EUTM, respectivement), la situation sur le terrain n'a fait qu'empirer. Depuis 2013, le nombre de groupes insurgés d'inspiration djihadiste s'est multiplié, opérant non seulement au Mali, mais aussi de plus en plus au Burkina Faso et au Niger. Bien que, pour l'instant, ils ne disposent pas de beaucoup de troupes, leurs stratégies de guerre asymétrique sont devenues de plus en plus sophistiquées. Ils connaissent le terrain et la plupart ont également développé des stratégies d'intégration dans les communautés locales. De nombreux habitants considèrent que les rebelles djihadistes sont plus importants dans leur lutte quotidienne pour les moyens de subsistance que l'État, ses forces militaires et ses alliés internationaux.

Par conséquent, bien que la dimension religieuse puisse suggérer que ces groupes soient moins dépendants de la nécessité de donner de l'argent à leurs combattants pour qu'ils restent loyaux et continuent le combat, ils ont toujours besoin de fournir à leurs troupes des armes, des munitions, des véhicules de transport, de la nourriture et de l'eau. Si une partie de ce dont ils ont besoin est volée aux armées nationales, par exemple lorsqu'ils attaquent des postes et des fortifications éloignés, ils doivent également acheter des fournitures. C'est pourquoi la mobilisation de ressources par les rebelles djihadistes a fait l'objet de nombreuses spéculations, et est parfois présentée comme une sorte de mystère. Dans une large mesure, cela est dû au fait que la périphérie sahélienne est souvent décrite comme un espace sans gouvernement, une étendue géographique caractérisée

par l'absence de contrôle et de souveraineté de l'État, une zone sans loi, un *no man's land*. Cela signifierait qu'avec la détérioration et l'effondrement des capacités de l'État, de grandes parties du Sahel seraient devenues un « espace d'ingouvernance », en proie à une coalition de forces criminelles transnationales et djihad mondial. Les forces locales du djihad mondial dans la région, mobilisent supposément des ressources par le biais d'enlèvements, du trafic de drogue et d'autres genres de contrebande, en alliance avec des acteurs de la criminalité transnationale (par exemple, la théorie du narcoterrorisme) ou, comme l'affirme la dernière contribution à cette approche, en prenant le contrôle des mines d'or illégales de la région.

Cependant, s'il est difficile de nier que des drogues et d'autres marchandises illégales font l'objet d'un trafic dans tout le Sahel, que des enlèvements ont lieu, que l'exploitation de l'or à petite échelle est en plein essor et que des forces en phase avec le djihad mondial sont présentes dans la région, la théorie d'un lien entre le crime et le terrorisme dans la région ne nous apprend pas grand-chose sur les dynamiques des conflits locaux et sur la manière dont les insurgés mobilisent les ressources dont ils ont besoin, pour poursuivre leur combat.

### Gagner de l'argent avec les otages

Si l'on remonte dans l'histoire jusqu'avant 2012, lorsque le groupe Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI) a commencé à émerger dans le Nord du Mali, après que son prédécesseur algérien ait à toutes fins pratiques, perdu la guerre civile algérienne (1992-1996), le mouvement avait bien plus qu'un bon nom de marque. Les nouveaux combattants d'AQMI disposaient également d'importantes sommes d'argent, dont nous savons qu'elles ont été utilisées pour faciliter leur intégration dans les communautés locales démunies qui les ont accueillis dans les marges éloignées de l'État malien. Il est fort probable qu'une partie du coffre de guerre du produit de la guerre dont disposait l'organisation provenait de l'enlèvement de 32 touristes allemands en 2003.

Morten Bøås, professeur chercheur à l'Institut norvégien des Affaires internationales (NUPI).

Les touristes avaient été capturés alors qu'ils voyageaient dans le Sahara, et ont été retenus en otage pendant plusieurs mois avant d'être libérés. Bien que le gouvernement allemand ne l'ait jamais confirmé, des sources fiables affirment qu'une rançon de cinq millions d'euros a été versée pour obtenir leur libération. Les enlèvements contre rançon ont donc constitué une importante stratégie de mobilisation de ressources de la part des rebelles. Cependant, la plupart des enlèvements ont eu lieu avant 2012, même si certaines libérations ont eu lieu après. Par conséquent, même si nous ne saurons jamais avec certitude combien d'argent les insurgés ont obtenu par ce moyen, c'était probablement beaucoup, mais pas au point de durer plus d'une décennie. Ainsi, bien qu'au cours de la première année de la crise sahélienne, la somme d'argent que les insurgés avaient mobilisée par le paiement de rançons pour les otages ait fait l'objet d'une attention et de nombreuses spéculations, le centre d'intérêt s'est déplacé lorsque le nombre d'enlèvements de personnes très médiatisés, c'est-à-dire d'étrangers provenant de pays capables de payer des rançons élevées, a nettement diminué. Ce n'est donc pas une coïncidence si le lien présumé entre le trafic de drogue et les insurrections djihadistes a fortement attiré l'attention des responsables politiques, des analystes de sécurité et des chercheurs.

### Expédier des drogues à travers le désert ?

**B**ien que les périphéries du Sahel puissent sembler un endroit isolé, situé sur une autoroute perdue loin des grands axes de l'économie mondiale, elles sont officieusement et illégalement bien connectées au monde de la mondialisation, grâce aux nouvelles opportunités économiques offertes par le commerce transsaharien. Les anciennes routes commerciales à travers le désert ont ainsi retrouvé une partie de leur importance passée. Les cigarettes font l'objet d'un trafic dans toute la région et les cartels de la drogue latino-américains utilisent de plus en plus l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, comme point de transit majeur pour leur trafic de cocaïne, vers les marchés d'Europe de l'Est et de l'Ouest. Dans ce trafic, les pays de la côte ouest-africaine, comme le Ghana, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et le Sénégal, et du Sahel, comme le Mali et le Niger, constituent d'importants territoires de transit. Par exemple, une route de la cocaïne très fréquentée opère depuis les eaux côtières, à travers le Nord du Mali et Kidal. S'il parvient à quitter le pays avec de la drogue, un chauffeur peut gagner jusqu'à 3 000 euros pour le transport d'un chargement de Kidal jusqu'en Libye, en passant par la frontière avec l'Algérie ou le Niger.

Si la contrebande de cigarettes est la plus ancienne et reste importante, depuis 2006 environ, le trafic de drogues et d'êtres humains a pris une importance croissante dans le commerce transfrontalier illégal, offrant de nouvelles opportunités économiques, ainsi que de

nouveaux réseaux et points nodaux pour la gouvernance et le contrôle. Toutefois, l'augmentation du transit le long de ces anciennes routes de commerce et d'échange est également liée aux récentes avancées technologiques, qui ont rendu les voyages dans le désert beaucoup plus sûrs. Les systèmes de positionnement global (GPS), les téléphones satellitaires et les téléphones mobiles, ainsi que les véhicules à quatre roues motrices font désormais partie de l'équipement standard des voyages dans le désert. Le nombre d'itinéraires et de moyens de communication permet également de se rendre, par exemple, de Kidal, à Tamanrasset, dans le Sud de l'Algérie, en une journée environ, en montant et en descendant des lits de rivière asséchés, sans avoir à suivre une piste balisée.

La contrebande de cigarettes circule dans cette direction. Ce trafic est presque exclusivement constitué de Marlboro, dont la majeure partie arrive dans de grands conteneurs montés sur des camions, depuis Zouérate en Mauritanie jusqu'à Kidal. Là, la cargaison est divisée en plus petits lots et transportée en Algérie (principalement à Tamanrasset) de l'autre côté de la frontière, dans des camionnettes tout-terrain. Une partie de la marchandise est vendue en Algérie, tandis qu'une autre traverse la Méditerranée jusqu'au marché européen, où elle reste moins chère que le tabac légal, malgré le nombre considérable d'intermédiaires, qui ont pris leur part depuis que les cigarettes ont quitté la Caroline du Nord, aux États-Unis. Certains membres de l'ancienne structure d'AQMI dans le Nord du Mali et, en particulier, Mokhtar Belmokhtar, étaient profondément impliqués dans ces opérations et en ont tiré des sommes considérables. Toutefois, le fait que Belmokhtar ait revendiqué l'attaque contre le complexe gazier d'In Amenas, en Algérie, a mis fin à son implication dans la contrebande de tabac et d'autres activités illégales. Et ceci pour la simple raison qu'il était devenu trop dangereux pour les membres financièrement motivés de son réseau de faire des affaires avec lui.

Le point important ici est que l'idée selon laquelle il existe un lien entre les activités criminelles et le terrorisme au Sahel repose sur des hypothèses erronées. Comme l'illustre l'affaire Belmokhtar, les insurgés que la communauté internationale définit comme terroristes, peuvent, à l'occasion, s'être engagés dans des activités génératrices de revenus aux côtés de contrebandiers, mais cela ne prouve rien de plus que l'établissement d'alliances économiques de circonstance. Bien que les activités des contrebandiers profitent de la faiblesse des États et des frontières non contrôlées, les contrebandiers préfèrent la tranquillité et l'absence d'attention internationale, ce qui est à l'opposé de ce que les rebelles djihadistes ont tendance à vouloir. Par leur présence, qui vise à s'assurer un contrôle territorial pour poursuivre leur lutte contre les régimes nationaux, qu'ils qualifient d'infidèles et leurs alliés internationaux, ils attirent l'attention et la surveillance internationales sur la zone en ques-

tion. Ce n'est pas dans l'intérêt de ceux qui recherchent des gains économiques en faisant passer des drogues par le Sahel ou des personnes se dirigeant vers l'Europe. Ce qu'ils veulent, c'est poursuivre leurs activités clandestines dans l'ombre, non sous les projecteurs de l'attention du monde et de la présence internationale sur le terrain.

L'idée d'un lien entre la criminalité et le terrorisme au Sahel repose sur des suppositions erronées, mais cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de relations économiques entre ceux qui trafiquent, par exemple, des drogues comme la cocaïne, et les insurgés djihadistes. De telles relations existent, mais elles ont tendance à être plus de convenance que de long terme. En outre, il semble que la mesure dans laquelle elles sont négociées et accordées dépende également de la mesure dans laquelle les rebelles ont besoin d'argent. À l'époque de Belmokhtar, c'est-à-dire avant 2013 et l'attentat d'In Amenas, il arrivait que le chef rebelle soit ridiculisé par les autres dirigeants d'AQMI pour son implication dans la contrebande de cigarettes. Son surnom, M. Marlboro, n'était sûrement pas une source de fierté pour lui, et il ne semble pas lui avoir été donné en signe d'affection. Il ne correspondait certainement pas à l'image qu'AQMI essayait de cultiver d'hommes dévoués à la foi et aux Écritures.

AQMI, mais aussi l'insurrection salafiste Ansar Dine, dirigée par des Touaregs, a prononcé plusieurs fatwas condamnant le trafic de drogue et a parfois confisqué et incinéré des quantités relativement importantes de cigarettes et de drogue. Cela ne les a pas empêchés de conclure des accords ponctuels avec les contrebandiers lorsque leurs coffres étaient presque vides, que ce soit sous la forme du traditionnel rituel sahélien du passage, selon lequel celui qui a l'autorité sur une zone ou une route particulière autorise le passage de marchandises en échange d'une rémunération négociée, ou d'autres brefs mariages de convenance de nature plus commerciale. En fait, le seul cas d'implication d'un leader djihadiste insurgé dans le trafic de drogue que nous connaissons est celui de Chérif Ould Tahar lorsqu'il était l'un des chefs du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Or, Ould Tahar avait déjà été impliqué dans le trafic de drogue auparavant, et l'a été après avoir quitté l'insurrection djihadiste. Il convient donc clairement de se demander s'il a rejoint le MUJAO en 2012 pour des raisons idéologiques ou simplement parce que cela convenait à ses opérations commerciales, à une époque où le groupe rebelle contrôlait la ville de Gao, stratégiquement située sur les rives du fleuve Niger, dans le Nord du Mali.

Il semble donc raisonnable de suggérer que les groupes insurgés djihadistes ont effectivement mobilisé des ressources par le biais d'arrangements opportunistes de convenance avec les trafiquants lorsqu'ils étaient en détresse économique, mais il y a peu de preuves systématiques que cela les ait enrichis, ou que leur capacité à maintenir et à étendre leur sphère d'influence au Mali et dans les pays voisins soit basée sur

leur implication dans le trafic de substances illégales. Leur relation avec la criminalité transnationale semble plutôt beaucoup plus ambiguë, comme l'indiquent les fatwas anti-drogue émises en même temps qu'ils entretenaient une collaboration pragmatique avec ces mêmes forces, lorsqu'ils avaient besoin de ressources monétaires pour financer leur lutte.

### **L'exploitation aurifère à petite échelle : une nouvelle source de revenus pour les djihadistes ?**

**D**ernièrement, une attention particulière a été portée à la mobilisation de ressources par les insurgés djihadistes sahéliens sous la forme de l'exploitation aurifère à petite échelle. Un exemple de cette tendance est le Rapport du Comité d'experts du 13 août 2020. En effet, ces opérations minières à petite échelle ont connu un essor considérable dans la région ces dernières années, et de grandes quantités d'or sortent chaque année en contrebande du Sahel, principalement vers le golfe Persique et les Émirats arabes unis (EAU). Si l'exploitation artisanale de l'or est une activité dont les rebelles peuvent tirer profit, soit en extrayant eux-mêmes l'or, soit en imposant de manière coercitive une taxe illégale aux mineurs, c'est aussi une activité qui crée des opportunités alternatives d'emploi et de génération de ressources dans des endroits où les deux sont rares.

La question est donc de savoir si l'exploitation artisanale de l'or est en passe de devenir une nouvelle source de revenus pour les insurgés djihadistes. Pour l'instant, les preuves sont isolées et peu concluantes, mais l'extraction à petite échelle du métal précieux pourrait non seulement donner aux rebelles l'accès à un nouveau moyen de se financer, mais peut-être aussi leur fournir une nouvelle voie d'intégration locale, car les jeunes mineurs artisanaux sont susceptibles de sympathiser avec quiconque les protège des agents de l'État, qui les expulsent souvent ou les soumettent à de fortes pressions pour qu'ils paient des contributions illégales afin de continuer à exploiter les mines. Toutefois, la grande quantité d'or elle-même complique la contrebande du métal, et pour réaliser de véritables profits, les insurgés devraient contrôler davantage la partie internationale de la chaîne de valeur. Si certains affirment que des membres de l'insurrection ont des contacts parmi les négociants en or des EAU, les preuves disponibles, pour corroborer une telle affirmation ne sont pas suffisantes pour suggérer une implication aux niveaux supérieurs de la chaîne de valeur.

Au Mali et au Niger, les principaux gisements d'or se trouvent également dans des zones encore sous le contrôle ferme du gouvernement dans le Sud du Mali, ou en dehors de la zone où opère l'insurrection djihadiste dans le Nord du Niger. Cependant, il existe d'autres régions du Sahel où l'on peut trouver des preuves, même isolées, d'une

augmentation de l'activité des insurgés djihadistes là où se déroulent des activités minières à petite échelle. Une récente reconnaissance du gouvernement du Burkina Faso par imagerie satellite a révélé l'existence de plus de 220 mines d'or non déclarées dans le pays. Environ la moitié d'entre-elles étaient situées dans un rayon de 25 kilomètres de zones où des attaques de groupes rebelles avaient eu lieu. Cela ne signifie pas automatiquement que ces attaques avaient un rapport avec l'exploitation de l'or ou une tentative de contrôle des mines. Cependant, ils mettent en évidence un modèle d'intérêts géographiques possible des insurgés. Au Burkina Faso, il existe des exemples de rebelles ayant pris le contrôle de certaines exploitations minières, ce qui leur a procuré des revenus, mais a également servi à cimenter une alliance avec les mineurs artisanaux, qui deviennent dépendants de la protection des combattants pour continuer à exploiter les mines, afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. De même, dans la région de Gourma, au Mali, la récente escalade des hostilités entre trois groupes armés différents – le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), loyal à l'État, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), nominalement lié à Al Qaida, et l'État islamique du Grand Sahara (EIGS) – pourrait avoir un rapport avec le contrôle des mines. Par le passé, l'EIGS a exercé un certain contrôle sur certaines d'entre-elles, et après le violent conflit qui a éclaté entre ce groupe et le GSIM dans la région de Mopti, ce dernier aurait clairement intérêt à expulser l'EIGS de Gourma également et, accessoirement, à prendre le contrôle des mines illégales. D'autre part, pour le GATIA, la protection de son influence à Doro est, en quelque sorte, décisive, car cette zone est le seul bastion important qui lui reste dans cette partie du Mali.

Il est donc possible que, dans un avenir proche, les insurgés djihadistes du Sahel se tournent davantage vers l'extraction des ressources naturelles, et plus particulièrement vers l'exploitation de l'or, comme l'une de leurs principales formes de mobilisation de ressources, du moins dans certains endroits. Il reste à voir quelle influence cela aura sur leurs stratégies de guerre et leur crédibilité, en tant qu'hommes pieux. L'accès accru aux ressources va-t-il corrompre les rebelles, comme les diamants ont corrompu le Front révolutionnaire uni de Sierra Leone, ou vont-ils suivre le chemin des Talibans en Afghanistan, où la participation des insurgés au commerce du marbre à grande échelle a conduit à une bureaucratization des groupes rebelles ?

### **Savoir comment dépenser des ressources limitées pour une insurrection à petit budget**

**L**a mobilisation de ressources par les insurgés djihadistes au Sahel n'est ni une énigme ni un mystère, mais plutôt l'histoire d'une combinaison d'idéologie et de pragmatisme, dans laquelle les rebelles ont opportunément cherché des ressources là où ils pou-

vaient les trouver, sans trop s'impliquer. L'exploitation de l'or pourrait changer la donne, mais ce n'est pas le cas, car mobiliser des ressources à plus grande échelle par le biais de l'exploitation de l'or, nécessite un niveau de contrôle territorial que les insurgés n'ont pas pour le moment. Et s'ils l'avaient, cela les rendrait plus vulnérables à une opération extérieure comme la française Barkhane, car ce genre de contrôle territorial les rendrait moins mobiles et donc une cible plus facile.

Ce que nous savons, c'est que dans une situation comme celle du Sahel, l'argent compte, et compte beaucoup. Le rôle traditionnel du chef du village a été rapidement érodé, mais il n'a pas été remplacé par de nouveaux systèmes de gouvernance. Ainsi, l'histoire de l'expansion de l'activité d'AQMI dans la région de Tombouctou, reste instructive. Dès 1998, les membres d'AQMI (alors connu sous le nom de Groupe salafiste pour la prédication et le combat, GSPC) ont commencé à arriver dans la région de Tombouctou et à établir des contacts avec la population locale en tant que commerçants honnêtes, pieux et de bonne volonté. Par exemple, lorsqu'ils voulaient acheter une chèvre à un habitant, ils en demandaient le prix, et lorsque le propriétaire leur disait 25 000 francs CFA, ils proposaient de payer 50 000. Ils ont gagné de la bonne volonté et de l'amitié, et ont créé des réseaux en distribuant de l'argent, des médicaments, en traitant les malades et en achetant des cartes SIM et du temps de connexion pour les gens. Ils ont également épousé des femmes locales, non pas issues de familles puissantes, mais de lignées pauvres, prenant délibérément parti pour les défavorisés. De cette manière, AQMI a agi comme une organisation caritative islamique, sauf qu'elle portait des armes et n'hésitait pas à les utiliser.

Jusqu'à présent, dans cette histoire de violence, les insurgés djihadistes ont recherché des ressources de manière pragmatique et en ont fait bon usage. Ils les ont utilisées pour acquérir des armes, des munitions et d'autres outils logistiques nécessaires au combat, mais ils les ont également dépensées à bon escient auprès des communautés locales. C'est en cela, plutôt que dans l'armement acquis, qu'a résidé leur principal avantage comparatif dans la guerre asymétrique où ils sont engagés. Cela signifie que, par rapport à leurs adversaires, ils ont été en mesure de bien dépenser des ressources limitées et, dans la plupart des cas, ont mené une rébellion à petit budget. La profondeur, la portée et le succès de leur participation à l'exploitation de l'or pourraient changer la donne. Il reste à voir comment, pourquoi et de quelle manière, mais, au cours de l'histoire, de nombreux mouvements insurgés à l'esprit laïc ont perdu de vue le motif initial de leur rébellion, face à l'extraction de ressources naturelles précieuses. Nous verrons si les insurgés islamiques sont davantage immunisés contre cette éventualité par leurs convictions idéologiques, ou s'ils peuvent, eux aussi, tomber en proie à la corruption que l'or met si souvent sur un plateau. ■